

## VEILLE RÉGLEMENTAIRE Sécurité des personnes Fiche VRE.16

### Formations Réglementaires

Code du Travail Articles R4141-1 à R4143-2  
Code du Travail R4224-15  
Code du Travail R4224-16  
Code du Travail R4624-3  
Code du travail R4225-6, R4225-7  
Code du Travail R4227-39  
Code du Travail R4323-55, 56  
Code du Travail R4412-38, R4412-87, R4412-88  
Code du Travail R4434-1, R4436-1  
Code du Travail L2323-34, L2323-36, L6312-1, D2323-5  
Code du Travail L4142-2 et L4154-2  
Code du Travail R4542-16, R4614-21 à R4614-25  
Code du Travail R4323-1 à R4323-4 et R4323-104 à R4323-106  
Code du Travail R4541-8  
Code du travail R4544-10  
Décret n°82-167 du 16 février 1982 Articles 6 et 8  
Décret n°88-448 du 26 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs exposés aux gaz destinés aux opérations de fumigation  
Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, version consolidée au 22 juin 2001 Articles 46 et 56  
Décret n° 78-72 du 20 janvier 1978  
Circulaire DRT n°90/18 du 30 octobre 1990 relative au contrat de travail à durée déterminée et travail temporaire  
Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1983 concernant les publications relatives aux mesures particulières destinées à assurer la sécurité des travailleurs contre les dangers d'origine électrique  
Arrêté du 2 décembre 1998 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes  
Décret n°2010-1118 transposé dans le code du travail par les articles R.4544-1 à -11.  
Loi n° 288-2014 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle  
Article 7 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.  
Ordonnance n° 2019-861 du 21 août 2019 visant à assurer la cohérence de diverses dispositions législatives avec la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 27/08/2019

1/13

## Introduction : Article L.4141-2 du Code du travail

L'employeur organise une formation pratique et appropriée à la sécurité au bénéfice :

- 1° Des travailleurs qu'il embauche ;
- 2° Des travailleurs qui changent de poste de travail ou de technique ;
- 3° Des salariés temporaires, à l'exception de ceux auxquels il est fait appel en vue de l'exécution de travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité et déjà dotés de la qualification nécessaire à cette intervention ;
- 4° A la demande du médecin du travail, des travailleurs qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'une durée d'au moins vingt et un jours.

Cette formation est répétée périodiquement dans des conditions déterminées par voie réglementaire ou par convention ou accord collectif de travail

### 1. Généralités

La formation à la sécurité au poste de travail fait partie des outils de prévention des risques professionnels. L'employeur a l'obligation d'informer sur les risques au poste de travail et la formation est un moyen de communication et de prise de conscience des risques non seulement pour la personne en elle-même mais aussi les autres personnes. Cette formation doit donc être compréhensible pour chacun : elle doit tenir compte de la formation initiale, de la qualification, de l'expérience professionnelle et de la langue (parlé ou lue). Elle est dispensée lors de l'embauche et dès que nécessaire :

- À chaque changement de poste,
- À chaque modification du poste,
- Suite à un arrêt de travail de plus de 20 jours
- Une fois par an (recommandation)

La formation à la sécurité doit comprendre au minimum :

- Les conditions de circulation dans l'entreprise : règles de circulation des véhicules et engins, chemins d'accès aux lieux de travail et aux locaux sociaux, les issues et dégagements de secours en cas de sinistre (incendie, explosion, intoxication), les consignes d'évacuation ;
- Les conditions d'exécution du travail : comportements et gestes les plus sûrs (si possible avec des démonstrations), modes opératoires si incidence sur la sécurité, le fonctionnement des dispositifs de protection et de secours, les motifs d'emploi de ces derniers ;
- La conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre (ex : personnes à prévenir) ; elle est à dispenser dans le mois qui suit l'affectation du travailleur à son emploi ;
- L'utilité de ses mesures de prévention.

Les informations devant également être transmises par l'employeur sont les suivantes :

- Les modalités d'accès au document unique ;
- Les mesures de prévention des risques (document unique) ;
- La consigne de sécurité incendie (lieu d'affichage, contenu) (Cf. Fiches VRE.13 et VRE.22), sans oublier de préciser l'identité des personnes chargées des mesures à prendre en cas d'incendie ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- Le rôle du service de santé au travail (médecine du travail) ;
- S'il existe un règlement intérieur, ses modalités et son contenu.

Le temps consacré à la formation et à l'information se fait pendant les heures de travail sur les lieux de travail (ou dans les mêmes conditions de travail concernant la formation sur les conditions d'exécution du travail). S'il existe un CHSCT ou CSE au sein de l'établissement, il est informé de la formation.

En cas d'accident du travail ou maladie professionnelle graves ou répétés, l'employeur peut renouveler la formation à la sécurité.

Après un arrêt de travail de plus de 20 jours, le médecin du travail peut demander à ce que cette formation soit de nouveau donnée au travailleur.

En cas de modification des conditions habituelles de circulation ou de modifications des conditions d'exploitation présentant de nouveaux risques, l'employeur peut, si cela s'avère nécessaire, renouveler la formation à la sécurité sur les conditions de circulation dans l'entreprise.

La formation à la sécurité sur les conditions d'exécution du travail et sur la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre est à renouveler en cas de changements de poste de travail ou de technique, ou bien en cas de création ou de modification de travail ou de technique exposant les travailleurs à de nouveaux risques pour les travaux suivants :

- Utilisation de machines, portatives ou non ;
- Manipulation ou utilisation de produits chimiques ;
- Opérations de manutention ;
- Travaux d'entretien des matériels et installations de l'établissement ;
- Conduite de véhicules, d'appareils de levage ou d'engins de toute nature ;
- Travaux mettant en contact avec des animaux dangereux ;
- Opérations portant sur le montage, le démontage ou la transformation des échafaudages (compréhension du plan de montage-démontage et sécurité, risques pouvant être encourus, mesures en cas de chutes et en cas de changement de conditions météorologiques, conditions d'efforts de structure admissibles) ;
- Utilisation et techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes.

Lorsque l'établissement dispose d'un Comité Social et Economique (CSE) d'Entreprise (à partir de 11 employés), lors de la consultation annuelle sur la formation professionnelle, l'employeur informe sur les formations à la sécurité menées au cours de l'année (en faisant ressortir le montant des sommes pour la formation professionnelle). Pour les entreprises de plus de 300 salariés, un rapport détaillé est remis au CHSCT ou CSE, ainsi qu'un programme de formation à la sécurité dans l'année à venir pour les nouveaux embauchés, les travailleurs temporaires, changeant de poste ou changeant de technique.

Cas particuliers : Les salariés en CDD ou intérimaires dont le poste présente un risque particulier pour leur santé ou leur sécurité doivent bénéficier d'une formation à la sécurité renforcée \*. De même ils doivent bénéficier d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés (Article L.4154-2).

*\*Selon la circulaire DRT n° 90/18 du 30/10/1990 relative au Contrat de travail à durée déterminée et*

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 27/08/2019

3/13

*travail temporaire, la notion de « formation renforcée » doit s'entendre, « d'une part, comme la nécessité absolue d'une réelle formation dont le programme et les modalités, notamment la durée, sont soumis pour avis au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et au médecin du travail, d'autre part, comme contenant des informations complètes sur les risques du poste de travail mais aussi éventuellement de l'environnement de travail pour la santé et la sécurité du travailleur »*

Les formations réglementaires sont des formation dites « obligatoires »

Ces formations consistent à acquérir des compétences :

- Pouvant directement être utilisées dans le cadre des fonctions du salarié
- Ou qui ne peuvent être directement utilisées dans le cadre de ses fonctions, mais qui correspondent à une évolution prévue ou à une modification de ses fonctions dans le cadre de son contrat de travail.

L'employeur qui souhaite faire bénéficier un salarié de ce type de formation n'a pas à obtenir son accord.

Le refus du salarié de suivre la formation constitue une faute pouvant justifier son licenciement, sauf si l'employeur propose au salarié de suivre :

- un bilan de compétences
- ou une validation des acquis de l'expérience (VAE) pendant le temps de travail.

La formation se déroule obligatoirement pendant le temps de travail.

Le salarié a droit au maintien intégral de sa rémunération.

Le salarié en formation bénéficie du maintien de sa protection sociale légale et conventionnelle (couverture maladie, accident du travail, les droits à congés et à la retraite notamment).

## **2. Formation sur les risques chimiques et CMR (R.4412-87 à 90)**

La formation sur les risques chimiques comprend notamment :

- Les noms des agents chimiques dangereux, y compris les agents Cancérogènes, Mutagènes ou toxiques pour la Reproduction (CMR) ;
- Les risques pour la santé et la sécurité du personnel ;
- Les valeurs limites d'exposition professionnelle ;
- Les valeurs limites biologiques ;
- Les précautions à prendre pour assurer sa protection et celle des autres travailleurs ;
- Les précautions à prendre pour éviter l'exposition pour les agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, notamment le port et l'utilisation des équipements et vêtements de protection individuelle ;
- Les consignes d'hygiène à respecter vis-à-vis de ces produits ;
- Les mesures à prendre en cas d'incidents pour prévenir d'autres incidents en ce qui concerne les agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

L'information et la formation à la sécurité doivent être adaptées à l'évolution des risques et lors de l'apparition de nouveaux risques. Les femmes enceintes exposées à ce risque doivent informer leur employeur le plus précocement possible afin de pouvoir bénéficier d'une adaptation de poste.

## **3. Formation sur les risques biologiques (R.4425-6 et 7)**

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

La formation sur les risques biologiques, si celle-ci est nécessaire, doit comprendre notamment :

- Les risques pour la santé ;
- Les prescriptions en matière d'hygiène ;
- Les précautions à prendre pour éviter l'exposition ;
- Le port et l'utilisation des équipements et des vêtements de protection individuelle ;
- Les modalités de tri, de collecte, de stockage, de transport et d'élimination des déchets ;
- Les mesures à prendre pour prévenir les incidents ou en cas d'incidents ;
- La procédure à suivre en cas d'accident.

#### **4. Formation sur le bruit (R.4424-1)**

La formation au bruit, si celle-ci est nécessaire, doit comprendre notamment :

- La nature du risque ;
- Présentation des valeurs limites d'exposition ;
- Les mesures prises en cas de dépassement des valeurs limites d'exposition (mesures de réduction du risque et pratiques professionnelles sûres) ;
- L'utilisation des équipements de travail afin de réduire au minimum l'exposition au bruit (dont les protections auditives) ;
- Les valeurs mesurées au sein de l'établissement et leurs interprétations ;
- L'utilité et la façon de dépister les symptômes d'altération de l'ouïe ;
- le(s) cas où la surveillance médicale renforcée est possible.

Cette formation se fait avec le concours du service de santé au travail.

#### **5. Formation sur les équipements de travail (R.4323-3 et 4)**

Tous les travailleurs de l'établissement doivent être informés :

- Des risques dus aux équipements de travail, même s'ils ne les utilisent pas ;
- Des risques dus aux modifications de ces équipements de travail ;
- Des conditions d'utilisation ou de maintenance des équipements ;
- Des instructions et consignes de ces équipements ;
- Des mesures à prendre en cas de situations anormales prévisibles ;
- Des mesures de prévention (bâties sur l'expérience acquise permettant ainsi d'éliminer certains risques).

Les travailleurs s'occupant de la maintenance ou de la modification des équipements de travail doivent recevoir une formation explicite :

- Les prescriptions à respecter ;
- Les conditions d'exécution des travaux ;
- Les matériels et outillages à utiliser pour la maintenance ou la modification des équipements.

Ces formations sont renouvelées pour prendre en compte les évolutions des équipements.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

## **6. Formation sur les équipements de protection individuelle (R.4323-104 à 106)**

La formation sur les équipements de protection individuelle consiste en un entraînement au port de ces équipements. Cette formation est renouvelée tant que le travailleur n'utilise pas l'équipement conformément à la consigne d'utilisation.

La consigne d'utilisation comprend :

- l'utilité des équipements de protection individuelle (pour quels risques ils protègent) ;
- les conditions d'utilisation des équipements.

(voir Fiche VRE.24)

## **7. Formation conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ou à la manutention des charges (R.4323-55)**

### **7.1 Cas général**

L'article R.4323-55 Code du Travail stipule que la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.

De plus, la conduite de certains équipements, présentant des risques particuliers en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise.

L'arrêté du 2 décembre 1998 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes précise les équipements pour lesquels une autorisation de conduite est nécessaire :

- Grues à tour ;
- Grues mobiles ;
- grues auxiliaires de chargement de véhicules ;
- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes ;
- engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté.

L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'établissement, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.

Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants :

- Un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail ;
- Un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 27/08/2019

6/13

- Une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

De son côté, la CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) a établi, pour ces appareils, des recommandations d'utilisation qui définissent les conditions d'obtention du Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (CACES).

Liste des anciennes recommandations :

- R372 Utilisation des engins de chantier
- R377 Utilisation des grues à tour
- R383 Utilisation des grues mobiles
- R386 Utilisation des plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP)
- R389 Utilisation des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté
- R390 Utilisation des grues auxiliaires de chargement de véhicules

Bien que le CACES ne soit pas une obligation réglementaire, il constitue un "bon moyen" pour le chef d'entreprise de s'assurer que son salarié possède les connaissances et le savoir-faire exigés pour la délivrance de l'autorisation de conduite.

L'assurance Maladie a publié en 2018 huit nouvelles recommandations pour ce système d'évaluation, remplaçant et complétant les six recommandations datant des années 2000. De nouvelles règles sont également imposées aux Organismes Testeurs Certifiés (OTC) et aux Organismes Certificateurs (OC).

A partir du 1er Janvier 2020, les anciennes recommandations seront abrogées, voici la liste des nouvelles recommandations:

- R482 Engins de chantier (remplacera la R.372 modifiée)
- R483 Grues mobiles (remplacera la R.383 modifiée)
- R484 Ponts roulants et portiques (nouvelle recommandation)
- R485 Chariots de manutention automoteurs gerbeurs à conducteur accompagnant (nouvelle recommandation)
- R486 Plateformes élévatrices mobiles de personnels (remplacera la R.386)
- R487 Grues à tour (remplacera la R.377 modifiée)
- R489 Chariots de manutention automoteurs à conducteur porté (remplacera la R.389), qui représente plus de 55 % des CACES délivrés chaque année
- R490 Grues de déchargement (remplacera la R.390)

Pour en savoir plus : <http://www.inrs.fr/actualites/nouveau-referentiel-caces.html>

## 7.2 Cas particulier

### 7.2.1 Cas des intérimaires

L'entreprise utilisatrice doit délivrer pour la mission une autorisation de conduite, après:

- S'être assurée qu'il est apte médicalement,
- S'être assurée qu'il a reçu une formation adéquate,
- L'avoir informé des risques propres au site et au travail

### 7.2.2 Cas du conducteur d'une entreprise extérieure :

L'autorisation de conduite est délivrée par le chef de l'entreprise extérieure, après avoir informé son

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

salarié sur les risques et les instructions à respecter sur le site d'utilisation. Ces informations lui auront été fournies par le chef de l'entreprise utilisatrice. Il convient de vérifier que la formation du conducteur est adaptée à la conduite de l'engin considéré.

## **8. Sauveteur Secouriste du Travail (SST)**

Une personne doit avoir une formation de secouriste avant de donner les soins en cas d'urgence dans chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux. Cette personne ne peut pas remplacer un infirmier.

L'obligation pour l'employeur de disposer de personnes formées aux premiers secours au sein de l'entreprise existe au travers du code du travail dans l'article R 4224-16 qui stipule qu'en l'absence d'infirmier permanent dans l'entreprise et après l'avis du médecin du travail, l'employeur doit prendre les mesures pour assurer les secours d'urgence adaptés à la nature du risque.

Par ailleurs, l'article R 4224-15 définit l'obligation plus spécifique de disposer de personnel secouriste du travail dans les ateliers où sont accomplis des travaux dangereux ou sur chaque chantier dangereux occupant plus de 20 personnes pendant plus de 15 jours.

Le code du travail n'indique pas un nombre minimum obligatoire de personnes à former aux premiers secours dans l'entreprise.

Seules deux circulaires de 1962 précisent un nombre suffisant de 1 secouriste pour 10 salariés.

En résumé, c'est à l'employeur de faire former un nombre satisfaisant de secouristes pour qu'il y ait au moins une personne capable de porter secours à tout moment au sein de son entreprise et à toute victime d'un accident du travail, dans l'attente de l'arrivée des secours spécialisés.

## **9. Formation incendie**

Lors des exercices incendie, les travailleurs doivent apprendre non seulement à reconnaître les caractéristiques du signal sonore d'alarme générale mais aussi à se servir des moyens de premiers secours (ex : extincteurs) et à réaliser les diverses manœuvres nécessaires.

## **10. Formation à la conduite**

Pour les routiers conduisant un véhicule dont le PTAC est supérieur à 3,5 tonnes, la Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO) est nécessaire. Cette formation est renouvelée en Formation Continue Obligatoire à la Sécurité (FCOS).

Pour le transport de matières dangereuses (TMD), une formation est également obligatoire.

## **11. L'habilitation électrique**

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 27/08/2019

8/13



A partir du 1er juillet 2015, la norme NF C 18-510 devient le seul référentiel applicable en matière d'habilitation électrique, mettant ainsi fin à la période transitoire de 4 ans au cours de laquelle les employeurs ont dû intégrer l'ensemble des salariés concernés dans le processus d'habilitation de ce référentiel.

Les personnes chargées des travaux d'électricité dans l'établissement doivent être habilités à travailler sur les installations électriques. L'employeur peut remettre un titre d'habilitation au travailleur, en spécifiant les limites, attributions qui peuvent lui être confiées et la nature des opérations qu'il peut être autorisé à effectuer.

A noter que ce titre ne peut être remis que lorsque l'employeur s'est assuré que le travailleur avait les connaissances sur les précautions à prendre pour éviter les dangers dus à l'électricité et sur les méthodes de travail à mettre en œuvre pour ce genre de travaux. Ces connaissances sont acquises lors d'une formation faite par un centre de formation agréé. De plus ces personnes doivent être reconnus aptes médicalement.

L'habilitation est révisée chaque fois que cela est nécessaire. La norme NF C 18-510 prévoit un recyclage tous les 3 ans.

Ces travailleurs doivent pouvoir connaître et mettre en application les prescriptions de sécurité à respecter pour éviter les dangers dus à l'électricité dans l'exécution des tâches confiées.

C'est pourquoi un carnet de prescriptions informant sur les instructions de sécurité à respecter doit être remis à chaque personne chargée des travaux d'électricité. Le contenu de ce carnet est fait en fonction du ou des recueil(s) utilisé(s) et est adapté non seulement aux attributions du travailleur mais aussi à l'importance des opérations confiées par l'employeur et aux caractéristiques des installations qui le concernent, si nécessaire.

L'employeur fournit également les équipements de protection individuels adaptés. Et cela n'empêche pas l'employeur de donner des instructions ou consignes particulières complémentaires lors de travaux prévus.

Le type d'habilitation dépend de ce que va faire le travailleur.

**1<sup>er</sup> caractère : Familles d'habilitation :**

B = Basse tension => si inférieur à 1000 volts en alternatif ou inférieur à 1500 volts en continu

H = Haute tension => si supérieur à 1000 volts en alternatif ou supérieur à 1500 volts en continu

**2<sup>ème</sup> caractère : Niveaux d'habilitation :**

0 : non électricien

1 : électricien exécutant

2 : électricien chargé de travaux

C : Consignation

R : Intervention BT générale

S : Intervention BT élémentaire

E : opérations spécifiques

P : Photovoltaïque

**3<sup>ème</sup> caractère : lettre additionnelle qui précise la nature des opérations Fonctions particulières :**

T : travail sous-tension

V : travail au voisinage de pièces nues sous tension

N: Nettoyage sous tension

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

X : spéciale

D'après le recueil UTE C 18-510,

Système de classification des habilitations électriques			
1er caractère	2e caractère	3e caractère	Attributs
<b>B</b> : basse tension <b>H</b> : haute tension	<b>0</b> : opération d'ordre non électrique <b>1</b> : exécutant opération d'ordre électrique <b>2</b> : chargé de travaux <b>C</b> : consignation <b>R</b> : intervention BT générale <b>S</b> : intervention BT élémentaire <b>E</b> : opérations spécifiques <b>P</b> : photovoltaïque	<b>T</b> : travaux sous tension <b>V</b> : travaux au voisinage <b>N</b> : nettoyage sous tension <b>X</b> : spéciale	<b>Essai</b> <b>Vérification</b> <b>Mesurage</b> <b>Manœuvre</b>

Lors d'un accident électrique, il doit pouvoir être possible de donner les premiers soins à l'accidenté avant l'arrivée des secours. Les consignes concernant ces soins doivent être connus des travailleurs de l'établissement. Une affiche reprenant les consignes en cas d'accident électrique doit être mise au niveau des zones où le risque électrique est présent (haute tension, conducteurs nus, parties actives accessibles même en basse tension, etc.)

À l'issue de la formation, l'habilitation est matérialisée par un document individuel, remis contre reçu, établi par l'employeur, signé par ce dernier et par l'habilité. L'habilitation doit être réévaluée régulièrement (au moins tous les 3 ans ou tous les 2 ans si activité ponctuelle). Elle doit être révisée chaque fois que nécessaire (mutation, changement de fonction, interruption pendant une longue durée, évolution des méthodes de travail, évolution des technologies...).

*Pour en savoir plus :*

- ED 6127 - INRS - Avril 2015
- Dossier risques électriques – INRS – juillet 2014

## 12. Equipement sous pression

Les travailleurs chargés de la conduite des équipements sous pression doivent disposer d'une formation permettant de surveiller et de prendre toute disposition nécessaire à l'exploitation sans dangers des équipements. Cette formation est renouvelée aussi souvent que nécessaire pour que l'équipement soit utilisé selon la consigne d'utilisation. (Article 7 de l'arrêté du 20 novembre 2017)

## 13. Formation sur les écrans de visualisation (R.4542-16)

Les travailleurs utilisant des écrans de visualisation doivent être formés sur les modalités d'utilisation de l'écran et de l'équipement de travail associé à cet écran. La formation est donnée lors de la prise

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 27/08/2019

10/13

de poste et dès qu'il y a une modification non négligeable du poste de travail ou bien l'introduction de nouvelles technologies.

## **14. Formation du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) et du CSE**

(Voir Fiche .VRE.15)

La formation doit permettre aux représentants du personnel de perfectionner leurs capacités d'analyses des risques professionnels et des conditions de travail et de prendre connaissance des méthodes et procédés pour les améliorer.

Cette formation doit tenir compte :

- des caractéristiques de la branche professionnelle ;
- des caractéristiques de l'entreprise ;
- du rôle du/des représentant(s) du CHSCT.

La durée de formation est de 3 jours pour les entreprises de moins de 300 personnes.

La durée maximale totale de la formation est de 5 jours.

La formation est renouvelée tous les 4 ans.

La formation est dispensée soit par un organisme agréé au niveau national soit par un organisme agréé au niveau régional.

## **15. Formation ATEX (Atmosphère explosives) (R.4227-49)**

Formation des travailleurs susceptibles d'être exposé en zones ATEX ou de créer des zones ATEX présentant des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs et des autres personnes à proximité. Il s'agit d'une formation dont l'objectif est de prévenir la formation des zones ATEX et de se protéger le cas échéant.

## **16. Opération de fumigation**

L'employeur en liaison avec le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel et avec le médecin du travail organisent une formation à destination des travailleurs exposés potentiellement aux gaz de fumigation.

## **17. Manutentions manuelles**

Pour les travailleurs dont l'activité comporte des manutentions manuelles, une formation adéquate à la sécurité relative à l'exécution de ces opérations est proposée.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 27/08/2019

11/13

Au cours de cette formation, essentiellement à caractère pratique, les travailleurs sont informés sur les gestes et postures à adopter pour accomplir en sécurité les manutentions manuelles

## **18. Plan de développement des compétences (ex-plan de formation)**

L'employeur doit assurer l'adaptation de ses salariés à leur poste de travail et veiller au maintien de leur capacité à occuper leur emploi, au regard notamment des évolutions technologiques. Pour cela, il doit leur proposer des formations prévues dans le cadre du plan de développement des compétences (ex-plan de formation).

Le plan de développement des compétences (ex-plan de formation) est un document qui rassemble l'ensemble des actions de formation retenues par l'employeur pour ses salariés.

La loi n'oblige pas l'employeur à mettre en place un plan de développement des compétences, mais il y est fortement incité.

Le plan de développement des compétences présenté par l'employeur distingue 2 types d'actions de formation :

- Les actions de formation obligatoires, en application d'accords ou conventions collectives,
- Les autres actions de formation, dites non obligatoires.

Le plan de développement des compétences peut également prévoir d'autres actions :

- Bilan de compétences,
- Validation des acquis de l'expérience (VAE),
- Lutte contre l'illettrisme.

## **19. Compte personnel de formation (CPF)**

Créé par la loi n° 288-2014 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, le compte personnel de formation (CPF) permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à sa retraite, d'acquérir des droits à la formation mobilisables tout au long de sa vie professionnelle.

Le compte personnel de formation (CPF) est utilisable par tout salarié, tout au long de sa vie active, pour suivre une formation qualifiante. Le CPF a remplacé le droit individuel à la formation (Dif). Toutefois, les salariés ne perdent pas les heures acquises au titre du Dif et pourront les mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. Depuis le 1er janvier 2019, il est alimenté en euros et non plus en heures. Le CPF fait partie du compte personnel d'activité (CPA).

L'ambition du CPF est de contribuer, à l'initiative de la personne elle-même, au maintien de l'employabilité et à la sécurisation du parcours professionnel.

Depuis le premier janvier 2015, toutes les personnes de 16 ans et plus sont titulaires d'un compte personnel de formation. Par dérogation, les jeunes de 15 ans, ayant signé un contrat d'apprentissage, sont également concernés. Tous peuvent utiliser leur compte personnel de formation jusqu'à ce qu'ils aient fait valoir l'ensemble de leurs droits à la retraite.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Une personne à la retraite qui reprend une activité professionnelle et se trouve en situation de « cumul emploi-retraite » capitalise de nouveau des droits à la formation et peut utiliser son compte personnel de formation.

Chaque personne dispose, sur le site officiel d'un espace personnel sécurisé lui permettant d'activer son compte personnel de formation. Lien : <https://www.moncompteactivite.gouv.fr/cpa-public/>

Ce site lui permet également :

- D'accéder aux informations qui le concernent (par exemple : le nombre d'heures créditées sur son compte) ;
- D'obtenir des informations sur les formations auxquelles il peut recourir dans le cadre du compte personnel de formation (cf la liste des formations éligibles au compte personnel de formation) ;
- D'avoir un premier niveau d'information sur les financements de formation.

Comment est alimenté le compte personnel de formation ?

L'inscription des heures de formation sur le compte personnel de formation se fait annuellement.

Les salariés

Chaque année, le compte des salariés de droit privé est crédité automatiquement en heures, sur la base de la déclaration de votre employeur.

Pour une personne travaillant à temps complet, le compte est alimenté à raison de 24 heures par an jusqu'à 120 heures, puis de 12 heures par an jusqu'à un maximum de 150 heures

Pour en savoir plus : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F10705>

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 27/08/2019

13/13